

DE L'ANNEXION DE LA SAVOIE

Published @ 2017 Trieste Publishing Pty Ltd

ISBN 9780649767533

De l'Annexion de la Savoie by Anselme Petetin

Except for use in any review, the reproduction or utilisation of this work in whole or in part in any form by any electronic, mechanical or other means, now known or hereafter invented, including xerography, photocopying and recording, or in any information storage or retrieval system, is forbidden without the permission of the publisher, Trieste Publishing Pty Ltd, PO Box 1576 Collingwood, Victoria 3066 Australia.

All rights reserved.

Edited by Trieste Publishing Pty Ltd.
Cover @ 2017

This book is sold subject to the condition that it shall not, by way of trade or otherwise, be lent, re-sold, hired out, or otherwise circulated without the publisher's prior consent in any form or binding or cover other than that in which it is published and without a similar condition including this condition being imposed on the subsequent purchaser.

www.triestepublishing.com

ANSELME PETETIN

**DE L'ANNEXION
DE LA SAVOIE**

B. S.

71
31.1.4

x DE L'ANNEXION

DE

52

co

LA SAVOIE

PAR

ANSELME PETETIN

Ministre plénipotentiaire démissionnaire

DEUXIÈME ÉDITION

Augmentée d'un Appendice et d'une réponse à M. ALPHONSE KARR

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE

BOULEVARD DES ITALIENS, 15

A. BOURDILLIAT ET C^o, ÉDITEURS

1859

12/5/27

DEC 5 1927



AVERTISSEMENT

POUR LA DEUXIÈME ÉDITION

En relisant cet écrit pour une deuxième édition, j'éprouve un embarras dont j'espère qu'on me pardonnera l'aveu.

Publié à la hâte, au moment où l'on pouvait croire prochaine la solution des affaires d'Italie, accessoires et principales, il porte trop la preuve de cette précipitation, sous bien des aspects, et notamment par la brusquerie d'expressions qui ont pu blesser quelques personnes placées, de bonne foi, à un point de vue autre que le mien.

Je devrais donc, et pour moi-même d'abord, regretter cette vivacité passionnée. Je le devrais encore bien davantage s'il était vrai, comme on me l'assure, qu'elle a pu nuire à la cause que je voulais servir.

Et, d'un autre côté, ce qui s'est passé depuis lors, ce qui s'est dit, ce qui s'est tu, bien loin d'affaiblir les sentiments qui m'inspiraient, les ont, au contraire, redoublés et portés jusqu'à la plus amère tristesse. Comment donc les désavouer ?

Comment faire semblant de ne pas voir ce qui frappe tous les yeux, et comment s'abstenir de caractériser des fautes qui doivent, dans l'avenir, produire des catastrophes ?

Ne serait-ce pas, par une fausse habileté de modération, entrer moi-même dans ce système des tactiques hypocrites, que j'ai toujours condamné ; que je regarde comme la plus profonde des maladies politiques venues à la suite de la Révolution française, et celle qui en signale et en prouve le mieux le vice essentiel et primordial ?

Dans la conduite, dans le langage, dans le silence des partis depuis que la fin de la guerre a livré les affaires d'Italie à la discussion publique, tout semble choses convenues et concertées, tout a un air de conspiration.

Mais pour qui et pour quoi conspirent-ils ?

Ce n'est pas en faveur de la liberté de discussion : — En Savoie, comme en Italie, les partis ont approuvé la plus tyrannique compression des opinions,

Ce n'est pas pour le régime légal, car ils sanctionnent la dictature là où elle n'avait pas même un prétexte pendant la guerre : en Savoie, où certes elle n'a plus depuis la paix d'autre raison d'exister que la nécessité d'étouffer la volonté populaire.

Ce n'est donc pas non plus pour la souveraineté populaire ni pour le *vœu des nationalités*.

Rien n'est plus équivoque que ces votes prétendus des populations de l'Italie centrale. Au vu de tout le monde, ils ont été préparés par les commissaires et les dictateurs du Piémont. De l'aveu de tout le monde, on y a pratiqué, en fait de souveraineté populaire, les plus étranges systèmes sur la capacité électorale ; on y a exigé la condition de savoir lire, un cens dont la quotité est restée incertaine. On ignore le nombre exact des votants, et les probabilités sont qu'il a été très-faible, et que le vote était imposé d'avance. Enfin les assemblées prétendues représentatives qui sont sorties du scrutin ne se sont manifestées que par cette unanimité plus que suspecte, invraisemblable ; disons le mot, impossible si tout s'était passé avec loyauté, franchise et liberté !

Tout cela cependant est accepté religieusement. Le mot d'ordre est donné, reçu, consacré : c'est le *vœu des populations*. L'idée d'une vérification, analogue à celle qui parut nécessaire dans les Principautés, semblerait une impiété.

Une impiété en présence du public : mais, en particulier, une candeur innocente et risible.

On est venu leur faire une grande révélation, laquelle a apporté au *Siècle*, notamment, de splendides *clartés* : — On leur a appris que ces principes sacrés : la liberté de la presse, la souveraineté du peuple, le droit éternel des nationalités sont, cette fois, réclamés par le *parti clérical*.

Sans y regarder de plus près, sans se demander, par exemple, si la plume qui écrit ici est *cléricale*, tout a été dit : ces principes sacrés n'existent que pour nous et nos amis. Ce ne sont pas des lois de la conscience, des convictions raisonnées de l'intelligence politique : non, c'est une arme de guerre, c'est une machine de complot.

Et l'on vous conteste le droit d'ériger des statues à Machiavel ! Ce sont des autels que vous lui devez élever ! Jamais culte plus pieux ne fut rendu à son exécrable doctrine !

Mais enfin, puisque pour vous la fin justifie les moyens, cherchons donc quelle est cette fin que vous avez en vue.

L'indépendance de l'Italie ?

Il faudrait d'abord démontrer que cette indépendance se confond, s'identifie avec l'agrandissement indéfini du Piémont.

Que les populations italiennes haïssent tout ce qui pourrait les replacer sous le joug de l'Autriche, on le comprend aisément. Mais qu'elles veuillent, pour cela, accepter la domination piémontaise, c'est ce qui demande d'autres preuves que les votes mécaniques des assemblées supposées représentatives, fabriquées et montées par les dictateurs piémontais.

Les vraisemblances ne sont pas pour cette hypothèse. Le passé de l'Italie ne l'a guère préparée à cette abolition de tous les tempéraments locaux et municipaux. Les peuples n'y ont jamais incliné et les politiques Italiens, grands esprits de tous les temps, anciens et récents, n'y ont jamais songé.

Milan, l'élégante Milan, l'égale de toutes les capitales de l'Europe ; la douce Florence ne seraient pas sûres de faire accepter leur suzeraineté : et vous croyez que Turin y réussira ! Cette Italie qui, depuis des siècles, est condamnée à ne vivre que par les lettres et les arts, acceptera, vous le croyez, la souveraineté du Piémont, qui ne compte pas

dans la littérature nationale, ou qui n'y compte que par l'étrange et dur Algeri, le moins italien des écrivains modernes ?

Ce sera, vous le croyez, une domination paisible et durable que celle des Piémontais, impopulaires, il faut l'avouer, dans toute l'Italie presque autant qu'en Savoie !

Si au moins le Piémont avait en Italie le renom d'habileté administrative que la Prusse a conquis en Allemagne ! Mais c'est tout le contraire. Jamais administration ne fut à la fois plus blessante dans les formes, plus maladroite dans le procédé, plus fiscale par le but, plus malheureuse dans les résultats. — Le Piémont possède des hommes d'État supérieurs, très-propres à combiner des plans ambitieux de grandeur : il manque d'administrateurs capables de les faire réussir dans la pratique journalière.

Le Piémont n'a même aucun des éléments essentiels qui pourraient lui assurer la perpétuité du régime représentatif. Ce régime y peut être supprimé d'un jour à l'autre sans grande secousse. Pourquoi ? Une noblesse toute militaire et quelques avocats déserts, ne suffisent pas pour constituer un *Tiers-État*, et sans *Tiers-État*, une représentation, qui manque des antécédents du parlement d'Angleterre, ne présente aucune garantie de durée.

Quel sera donc le titre du Piémont à la domination ?

Un seul : l'armée.

Grand titre, sans doute, pour une nation vis-à-vis de l'étranger, et qui a mérité à celle-ci le respect de l'Europe, bien longtemps avant Solferino.

Mais à l'intérieur, l'armée c'est la force.

Ne comparons rien à notre armée. L'armée française est la seule œuvre parfaite qu'ai produite la démocratie. Elle en est la belle, et noble, et puissante image.

D'autres éléments sociaux, presque tous, cherchent encore chez nous leur forme démocratique, c'est-à-dire définitive : l'armée a trouvé la sienne. Égalité, droits personnels inviolables, hiérarchie sans arbitraire, énergie d'action dans l'ordre absolu et discipliné.

Si vous voulez savoir pourquoi cette armée est désormais et dans la conviction universelle, supérieure à toute autre, et dans la paix et dans la guerre, n'en cherchez pas d'autre raison : elle est arrivée à la perfection démocratique.

La France, en effet, la France démocratique, devait se manifester là d'abord, plutôt que partout ailleurs.

Mais, ni dans la guerre, ni surtout dans la paix, n' imaginez pas qu'aucune autre armée, et surtout l'armée piémontaise, soit ce que vous voyez la nôtre. L'armée piémontaise pour l'Italie, encore une fois, ce sera la force.

Et bien, oui ! dit-on résolument : notre titre au dedans sera la force, parce que notre titre au dehors c'est l'indépendance.

Comme c'est ici précisément la raison que donnent de toute part, en France comme en Angleterre, les partisans de l'agrandissement illimité du Piémont, elle doit être examinée de près.

Qui, dans l'avenir, peut menacer l'indépendance de l'Italie, sous quelque forme, unitaire ou fédérative, qu'elle se constitue ?

Dans l'avenir, comme dans le passé, la France et l'Autriche.

Prétend-on donner au Piémont des proportions qui lui permettent de se mesurer avec l'une ou avec l'autre ?

Pour avoir figuré, à peu près clairement, dans un mémorandum sarde, cette idée n'en est pas plus sérieuse.

L'Autriche a perdu, par la dernière guerre, des revenus, des contingents douteux, des

lignes stratégiques de peu de valeur, comme l'expérience l'a démontré; mais elle n'est pas sensiblement affaiblie. Et serait-ce même un paradoxe que de dire qu'elle s'est plutôt fortifiée en se concentrant, en abandonnant des positions si peu sûres en elles-mêmes, si excentriques, si perpétuellement menacées, et enfin en se déchargeant du fardeau de cette lourde iniquité: l'oppression de l'Italie?

Assurément donc, le Piémont n'est pas et ne sera pas de sitôt l'égal militaire de l'Autriche, quelques proportions qu'on lui donne, et quand même on supposerait à l'Italie un demi-siècle d'éducation militaire.

Assurément aussi, les écrivains français, dont les frères et les fils viennent de verser leur sang pour l'indépendance italienne, ne peuvent pas supposer que la France soit l'ennemie naturelle de cette indépendance dans l'avenir.

Et, de la part du Piémont, après le don magnifique de la Lombardie, une pareille supposition serait une bêtise ingrate⁴.

Ce n'est donc que comme appoint d'une coalition qu'on veut rendre le Piémont puissant.

Et qui le veut?

Et contre qui?

Je ne m'étais pas trompé, il y a quatre mois, en prédisant que l'Angleterre qui venait de combattre avec acharnement, de concert avec l'Autriche, le *vox des populations* dans les Principautés, qui, plus récemment encore, ne s'était retenus qu'à grand peine de tirer l'épée pour le maintien des traités, contre la France et contre l'Italie, allait montrer un grand zèle, peu coûteux, pour l'indépendance italienne. C'était facile à prévoir.

Mais ce qui dépasse toute vraisemblance, c'est l'obstination des écrivains français à recorder cette manœuvre de l'Angleterre qui tend à faire sortir de la dernière guerre, de notre plus généreuse action, une organisation nouvelle des forces de l'Europe plus périlleuse qu'aucune qui se soit jamais réalisée contre nous!

Ah! grâce à eux, l'Angleterre peut bien (sur le papier de ses journaux) se montrer peu ambitieuse de positions lointaines. Elle pourrait bien abandonner Périn quand elle camperait, par mandataire, à Nice et à Chambéry.

Telle est donc la fin que se propose le zèle des partisans passionnés de l'agrandissement du Piémont! Aider l'Angleterre à se former un appui continental pour ses coalitions futures! Lui rendre à Turin ce qu'elle a perdu à Vienne, et au lieu de Trieste lointain, lui assurer Villefranche à deux pas de Toulon et de Marseille.

Et, pour y atteindre, il leur faut se hâter de pousser pêle-mêle, sous la domination sarde des populations italiennes, qui, selon toutes les vraisemblances, ne souhaitent rien de pareil; et qui, plus probablement encore, ne resteront pas longtemps paisibles sous cette dure souveraineté dont elles ne voulaient pas il y a dix ans et qu'elles ne voudront plus demain.

De tout ce que ces écrivains louent en Angleterre, une seule chose me paraît à envier: cet instinct upanime, électrique de la nation, du plus riche et de plus tory des lords, jusqu'au balayeur des rues de Londres, à comprendre, à vouloir ce qu'exigent l'intérêt, la grandeur, la gloire de la patrie.

⁴ Cette bêtise, que je croyais impossible, a été dite, longuement, tourtement développée. — Elle ne vaut pas une réponse, assurément; mais elle doit être dite: comme une preuve de la reconnaissance qu'on nous garde, car le *padoyer* contre l'annexion de la Savoie, où elle s'éclair, a été écrit sous l'inspiration du cabinet sarde, et on assure que l'auteur en a été récompensé par le gouvernement. (*Le Piémont et la Monarchie Constitutionnelle*, p. 43, 44, 45, et suiv.)

Le jour où la même passion magnétique possédera la France, fût-elle, comme je l'espère, moins haineuse et plus humaine, la France régnera sur le monde.

Mais que ce jour est loin de nous !

Tant que les partis conserveront cette violence des pensées sectaires et cette monomanie de la conspiration publique ou secrète, il n'en faut pas en espérer les splendeurs.

Il ne faut espérer ni liberté au dedans, car évidemment ce serait préparer des auxiliaires aux ennemis extérieurs ; ni grandeur tranquille au dehors, car la France, malgré la force de son gouvernement, reste un objet de crainte universelle.

Et quelle force ne faudrait-il pas pour annuler l'effet de tous ces mouvements, toujours faits à contre-sens de l'instinct populaire et de l'intérêt national, et sous l'inspiration de l'étranger !

Voici, sur le signal de l'Angleterre, tous ces partis dits libéraux qui se mettent à refaire et à contrefaire, hélas ! Voltaire ! A voir leur passion contre des abus et des scandales qui n'existent plus, on dirait que Voltaire n'a rien fait et que ce sublime bon sens s'est inutilement infusé dans les veines de notre société si profondément laïque !

Certes, les hommes d'Etat anglais ne croient pas plus que vous et moi que la force virtuelle du catholicisme sera amoindrie parce qu'on ôtera Bologne au pape. Mais, d'une part, ils veulent donner Bologne au Piémont ; et d'autre part c'est un éternel moyen de popularité anglaise et protestante que de crier au fantôme du *papisme* !

Il faut donc que nos libéraux arrachent Bologne aux États de l'Église ; il faut qu'ils le donnent au Piémont ; et, de plus, il est de bon goût, ingénieux et neuf de crier au *papisme*.

Je ne m'inquiète pas de savoir si vous êtes croyants ou non ; je vous demande d'être des politiques clairvoyants ; de jeter un regard sur le monde, près et loin, sur les questions d'influence qui s'y posent, sur les solutions que va agiter le plus prochain avenir. Et je vous dis : le catholicisme est une grande force ; c'est une force française, si vous savez le vouloir. Et vous vous amusez à la détruire !

Il y a des coïncidences qui sont des révélations.

Récemment, les journaux crurent devoir réclamer contre le régime légal que leur impose le gouvernement impérial. Par qui pensez-vous qu'ils aient fait porter la parole, solennellement et dans un article de grand style ?

Par l'académicien élégant qui, suivant l'énergique et juste expression d'Armand Carrel, vint baiser rhétoriquement la botte de l'empereur Alexandre, quand la patrie vaincue, gisait éborgnée, violée, sanglante ! Quand toutes les mères et toutes les sœurs étaient en larmes ; quand ce qui restait d'hommes vivants dans le peuple rugissait de douleur, de colère et de honte !

Et vous croyez que les sympathies du peuple vous accompagneront ! Vous croyez sincèrement qu'une nation peut mettre de côté ses invincibles instincts, le sentiment même de sa conservation et de sa vie, pour suivre complaisamment vos spéculations de beaux esprits politiques !

Ah ! sentez avec le peuple, si vous voulez qu'il pense comme vous !

ANSELME PETETIN.